

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 264 (PRIVÉ)

**Loi modifiant la charte de la ville
de Trois-Rivières**

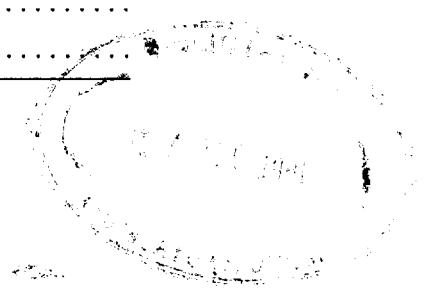
Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARCEL GAGNON



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

Projet de loi n° 264

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Rivières

ATTENDU que la ville de Trois-Rivières a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordées;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le conseil de la ville de Trois-Rivières peut, par règlement, accorder à toute personne membre du conseil au 31 décembre 1974, qui a rempli cette fonction pendant au moins huit années et qui a cessé de remplir cette fonction depuis cette date, une pension annuelle de 8 000 \$ dans le cas du maire et de 4 000 \$ dans le cas des autres membres du conseil, payable à l'âge de soixante ans, par versements égaux et consécutifs. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

En calculant une telle période de huit années, une partie d'année est comptée comme une année entière, toute année ou partie d'année écoulée tant avant qu'après le 31 décembre 1974 doit être comptée dans un tel calcul.

2. Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne membre du conseil au 31 décembre 1974, qui a rempli la fonction de maire ou de membre du conseil pendant au moins douze années et qui a cessé de remplir cette fonction après le premier jour du mois suivant lequel le règlement est adopté, une pension annuelle équivalant à cinquante pour cent de sa rémunération annuelle. Cette

pension est payable à l'âge de soixante ans, par versements égaux et consécutifs le premier jour de chaque mois.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil doivent verser au fonds d'administration générale une contribution égale à cinq et demi pour cent de leur rémunération annuelle pour chacune des années pendant lesquelles les membres du conseil ont été en fonction.

Advenant le cas où un membre du conseil n'occuperait pas sa charge pendant douze années, les montants versés lui sont remboursés sans intérêt.

En calculant une telle période de douze années, une partie d'année est comptée comme une année entière.

Le conseil peut aussi, par règlement, accorder à toute personne qui a rempli la fonction de membre du conseil pendant plus de douze années et qui a cessé de remplir cette fonction après le premier jour du mois suivant lequel le règlement est adopté, une pension annuelle additionnelle de 200 \$ pour chaque telle année additionnelle. La révocation de tels règlements ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles ils s'appliquent ou se sont déjà appliqués.

En tout temps, cependant, la pension versée aux membres du conseil en vertu du présent article ne peut excéder soixante pour cent de la rémunération à laquelle ils ont droit lors de la dernière année de l'exercice de leur charge.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

Si le bénéficiaire décède après avoir acquis droit à la pension, mais avant d'avoir touché sa pension pendant au moins quinze ans, la ville paie aux héritiers cette pension jusqu'à l'expiration de cette période de quinze ans. La pension ainsi accordée est payable d'avance par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois. Pour que les héritiers puissent bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil doivent verser au fonds d'administration générale une contribution totale égale à six et demi pour cent de leur rémunération annuelle pour chacune des années pendant lesquelles les membres du conseil ont été en fonction.

Tous les membres du conseil élus avant le 1^{er} janvier 1975, y compris ceux qui ont adhéré au régime de rente pour les maires et conseillers, peuvent se prévaloir du présent article en avisant par écrit le conseil. Dans un tel cas, l'article 1 ne leur est pas applicable.

3. L'article 412 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville de Trois-Rivières:

1° par le remplacement des quatrième et cinquième alinéas du paragraphe 20° par les suivants:

«Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, dans tous les cas où il est prévu, par règlement, qu'un véhicule peut être déplacé, remorqué ou toué, sur l'ordre d'un constable ou agent de la paix, le propriétaire ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais de déplacement, de remorquage ou touage, ainsi que des frais de remisage, au taux courant.

Toute personne à qui a été émis un billet d'assignation apposé dans un endroit apparent de son véhicule-automobile lors d'une infraction relative au stationnement, à qui un billet d'assignation a été remis ou à qui une sommation a été adressée par courrier certifié ou recommandé, pour une infraction à une disposition d'une loi ou d'un règlement municipal relative à la circulation ou à la sécurité publique, peut se libérer de toute peine se rapportant à cette infraction en payant à titre d'amende ou d'amende et de frais, à l'endroit et dans le délai prescrits par le conseil de ville, la somme fixée par le conseil de ville, laquelle ne peut excéder 25 \$ dans le cas d'infraction à un règlement relatif au stationnement et 500 \$ dans le cas d'infraction à un autre règlement visé dans le présent paragraphe, ni excéder le montant conjugué de l'amende et des frais prévus au Code de la route pour les infractions équivalentes en substance.»;

2° par l'insertion, après le paragraphe 20°, du suivant:

«20°1 Pour décréter qu'aucune poursuite ne sera intentée en vertu d'un règlement municipal relatif à la circulation, au stationnement ou à la sécurité publique sans que le greffier ait adressé, par la poste, au propriétaire ou conducteur du véhicule, un avis sommaire décrivant la contravention et indiquant l'amende minimum ainsi que l'endroit où elle peut être payée avec 5 \$ pour les frais, dans le délai que prescrit le règlement.

Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

Après ce paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction. Cependant, si celle-ci entraîne la suspension ou révocation d'un permis ou certificat d'immatriculation, l'inculpé peut, s'il n'en a pas été prévenu dans l'avis, renoncer à l'immunité de poursuite découlant du paiement et annuler ainsi son admission de culpabilité.

Lorsque le contrevenant omet de se prévaloir des dispositions de paiement libératoire prévues au paragraphe 20°, le dépôt d'une plainte n'est pas requis pour l'ouverture d'un dossier ou l'émission d'un bref de sommation.

Le contrevenant poursuivi par voie de sommation ne peut en aucun cas invoquer qu'il n'a pas reçu un billet d'assignation, un avis sommaire ou qu'il n'a pas vu le billet d'assignation déposé dans un endroit du véhicule.

Sur paiement fait à la suite de l'émission d'un bref de sommation, le contrevenant doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction. Les dispositions du quatrième alinéa relatives au permis ou certificat d'immatriculation s'appliquent au présent alinéa.».

4. L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition au paragraphe 6° des alinéas suivants:

«Exiger des propriétaires d'immeubles commerciaux et industriels, dans une zone à être établie par le conseil, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur réelle du terrain sur lequel les immeubles sont construits.

Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat ou à l'aménagement d'endroits, bâtiments ou espaces réservés et aménagés en permanence pour le stationnement hors-rue de véhicules.».

5. Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 617 du suivant:

«**617.1** Le greffier de la cour peut, en l'absence du juge de la Cour municipale, procéder à l'ajournement des causes apparaissant sur le rôle de la cour; tels ajournements ne pouvant excéder trente jours.

Chaque fois que la signature du greffier ou de l'assistant-greffier de la Cour municipale est requise légalement, son nom peut être gravé, lithographié ou imprimé.».

6. Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 653, du suivant:

«**653.1** Le conseil peut autoriser, par résolution, la destruction des dossiers de la Cour municipale terminés depuis plus de cinq ans relatifs à des infractions aux lois du Québec, aux règlements municipaux et à toute autre législation en vigueur sur le territoire de la ville.».

7. L'article 1 de la Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières (1977, chapitre 84) est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) exploiter et administrer toute piste de courses de chevaux, y compris tout système de pari mutuel et, plus spécifiquement, la piste de courses actuellement située sur ses terrains;».

8. La ville de Trois-Rivières est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive.

La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires.

Elle peut également les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec.

Cette approbation n'est pas requise lorsque l'aliénation se fait par voie de soumission ou d'enchère publique, dans le cadre d'un programme d'aliénation de terrain par voie d'invitation publique ou lorsque l'aliénation est faite au gouvernement, à l'un de ses organismes ou agents, à une corporation scolaire, à une coopérative d'habitation locative ou à un organisme sans but lucratif.

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles; il s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1).

9. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, lorsqu'un agent de la paix ou policier de la ville constate une infraction au Code de la route (L.R.Q., chapitre C-24), il peut remplir sur les lieux un billet d'assignation et en remettre une copie au conducteur du véhicule-automobile.

Ce billet d'assignation tient lieu d'avis préalable suivant ce code, pourvu qu'il contienne une description de l'infraction, spécifie l'amende minimum et indique l'endroit où il peut être acquitté dans les délais prescrits par le conseil de ville.

Le billet d'assignation a, pour le surplus, le même effet et doit être traité de la même façon que le billet d'assignation prévu dans les cas de violation d'un règlement municipal relatif à la circulation.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.